

Septembre 2006



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PÈLERIN

Trente-huitième Session

Rome, 11-15 Septembre 2006

EMPRES/Région centrale
(Point 7b de l'ordre du jour provisoire)

1. ÉTAT D'AVANCEMENT ET RÔLE DU PROGRAMME DANS LES SITUATIONS D'URGENCE

Depuis la crise de 1986-1989, les opérations de lutte antiacridienne menées à grande échelle avec des pesticides chimiques suscitent de sérieuses inquiétudes liées à leur coût économique, aux effets des pesticides utilisés sur la santé humaine et l'environnement ainsi qu'à la capacité des organisations existantes à faire face aux problèmes avec efficacité.

Pour répondre à ces inquiétudes, le Conseil de la FAO a approuvé en 1994 une proposition de création d'un Système de prévention des urgences contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes (EMPRES), mettant l'accent sur le criquet pèlerin. En 1997, le Programme EMPRES en Région centrale (CR) a été établi dans le but de:

Réduire le risque d'infestations acridiennes à partir de la Région centrale de l'aire de distribution du criquet pèlerin en vue d'en atténuer les conséquences sur l'environnement, l'économie et la sécurité alimentaire dans la Région centrale et au-delà.

Les activités pilotes ont débuté en 1995 dans neuf pays du pourtour de la mer Rouge (Arabie saoudite, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Oman, Somalie, Soudan et Yémen). Depuis lors, le Programme EMPRES/CR poursuit plusieurs objectifs:

- améliorer les capacités du personnel des Unités nationales de lutte antiacridienne pour une meilleure réalisation des opérations de surveillance et de lutte;
- mettre en œuvre des systèmes plus efficaces d'information et d'alerte rapide à l'échelle nationale et régionale, en liaison avec le Service d'information sur le criquet pèlerin (DLIS) au Siège de la FAO;
- développer des mécanismes de préparation précoce et de planification des risques;
- aider les pays membres du Programme EMPRES/CR à utiliser de nouvelles techniques de lutte antiacridienne susceptibles de réduire les risques pour l'environnement.

La première phase du programme a démarré en janvier 1997 pour se conclure en décembre 2000. La deuxième, engagée en janvier 2001, a pris fin en décembre 2003. La troisième phase du

programme, actuellement en cours d'exécution, s'achèvera en décembre 2006. Une quatrième phase, sous forme d'un programme financé par les bailleurs de fonds, est en cours de préparation.

La troisième phase a pour objectif de transférer la responsabilité de la promotion et de la supervision des stratégies de lutte préventive contre le criquet pèlerin à la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la Région centrale (CRC) et aux pays membres. Depuis le 1^{er} janvier 2006, le Programme EMPRES/CR est administré par le Secrétaire de cette Commission.

Le Programme EMPRES/CR a été évalué à quatre reprises dans le but de fournir aux bailleurs de fonds, aux États Membres et à la FAO une appréciation objective et indépendante de son degré d'avancement. La première mission d'évaluation s'est déroulée en juillet/août 1999. Le programme a été évalué à deux reprises au cours de sa seconde phase: une première fois en août 2001 dans le cadre d'une évaluation globale de l'ensemble du Programme EMPRES, et une seconde fois en février/mars 2003. La troisième phase a fait l'objet d'une évaluation en septembre/octobre 2005.

La mission d'évaluation a noté dans ses conclusions une tendance globalement positive dans la Région centrale en matière de prévention et, en particulier, une amélioration significative des dispositifs et capacités d'alerte précoce et de réponse rapide dans la plupart des pays participant au Programme EMPRES/CR, grâce aux nombreux efforts déployés dans ce cadre. Mais en dépit des progrès considérables réalisés grâce au programme EMPRES dans le développement des capacités nationales de lutte antiacridienne, le rythme d'adoption des approches et techniques standard préconisées varie selon les pays, d'où la recommandation d'instituer une quatrième phase d'une durée de trois ans pour consolider le processus.

Compte tenu des responsabilités accrues de la Commission dans la gestion préventive du criquet pèlerin dans la Région centrale, la mission a par ailleurs mis en évidence la nécessité de redéfinir le mode de fonctionnement et les ressources de la Commission et recommandé que les pays membres de la CRC évaluent le soutien qu'ils attendent de son Secrétariat. Elle a par ailleurs souligné la nécessité d'adjoindre au moins un assistant technique régional au Secrétariat pour assurer l'appui technique et le suivi des activités.

Les conclusions de la quatrième mission d'évaluation ont été présentées à la sixième Réunion consultative du Comité pour le Programme EMPRES/CR au Caire, en novembre 2005. Le Comité s'est déclaré satisfait du rapport et a recommandé avec insistance que les domaines d'assistance future soient clairement identifiés, en vue, en particulier, d'exploiter pleinement les technologies d'alerte précoce telles que RAMSES, eLocust et la télédétection. Sur la base de ces recommandations, l'EMPRES/CR a soumis au Royaume d'Arabie saoudite une proposition d'assistance à la gestion préventive du criquet pèlerin, que le Gouvernement saoudien examine actuellement.

D'une manière générale, le Programme EMPRES/CR a pu mettre à profit la période d'accalmie relative enregistrée entre 1997 et 2003 pour développer et intégrer un certain nombre d'approches, technologies et procédures standard dans les systèmes opérationnels des Unités nationales de lutte antiacridienne. Un élément clé à cet égard fut l'étroite coopération avec la Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la Région centrale (CRC) sur toutes les questions de stratégie et de planification de la gestion des risques, en particulier durant les deuxième et troisième phases du Programme.

La fiabilité des approches de lutte préventive a été vérifiée pour la première fois pendant la situation d'urgence de 2003-2005, déclenchée par des pluies exceptionnellement abondantes et étendues dans la zone sahélienne, lesquelles ont entraîné des résurgences simultanées de criquets pèlerins dans les régions centrale et occidentale à l'automne 2003. Après la première alerte lancée en octobre 2003, des opérations de surveillance et de lutte ont immédiatement été organisées en Égypte, au Soudan et en Érythrée, et des équipes mobilisées en Arabie saoudite et au Yémen. Les opérations ont été conduites de manière plus coordonnée et systématique que par le passé et ont permis d'éviter une recrudescence du criquet pèlerin en mai 2004. Durant la période qui a suivi, la Région centrale a néanmoins été confrontée à deux arrivées massives d'essaims en provenance de la Région occidentale, à travers l'Égypte en octobre 2004, et le Darfour (Soudan) en juin 2005.

Dans le cadre de la planification régionale de la gestion des risques, le programme EMPRES a joué un rôle majeur en apportant une assistance immédiate aux pays dont les ressources sont limitées, à savoir le Soudan, l'Érythrée et le Yémen, en collaboration avec le Service de la protection des plantes (AGPP) et la Commission. L'aide bilatérale fournie par le Royaume d'Arabie saoudite au Soudan en 2004 et 2005, d'un montant de 2 millions de dollars EU, a été particulièrement significative, permettant de couvrir la totalité des besoins prévus en termes de matériels et d'équipements ainsi que d'opérations.

Le projet régional du PCT pour le Soudan, l'Érythrée et le Yémen de mai 2004, pour un montant de 390 000 dollars EU, a également largement contribué à une meilleure préparation des Unités nationales de lutte antiacridienne de ces trois pays. Il a permis à l'Érythrée d'engager les premières opérations de lutte contre une résurgence localisée, dans les plaines côtières de la mer Rouge, au cours de l'été 2005. Mais l'étendue de l'infestation était telle que le risque de manquer de pesticides était élevé. L'envoi par avion de 25 000 litres supplémentaires de pesticides donnés par les gouvernements du Soudan et du Sénégal dans le cadre d'une intervention concertée exceptionnellement rapide, entre les pays, EMPRES, le PAM, le Service des opérations d'urgence (TCEO) et AGPP, a permis d'y remédier.

Les autres assistances bilatérales et multilatérales fournies par la FAO, le FIDA, la BAD, le PNUD et l'Arabie saoudite au Soudan, à l'Égypte et à l'Érythrée durant la période de crise se sont chiffrées à 1 393 000 dollars EU. Il faut aussi noter que le Soudan a fourni au Tchad 7 000 litres de pesticides et 20 pulvérisateurs.

Un élément fondamental dans la gestion de la recrudescence du criquet pèlerin a été la tenue de réunions ad hoc de prévention de l'urgence avec les pays directement concernés. Quatre réunions ont ainsi été organisées en collaboration avec la CRC et le Service d'information sur le criquet pèlerin (DLIS) en octobre 2003, mars et septembre 2004 et mars 2005, l'objet de ces réunions étant d'analyser la situation et ses développements potentiels et d'arrêter les mesures appropriées dans le contexte de Plans d'action régionaux. À partir de ces derniers, des plans d'action nationaux plus détaillés ont pu être élaborés et soumis aux autorités nationales ainsi qu'aux bailleurs de fonds locaux.

Les Bulletins nationaux mensuels sur le criquet pèlerin, destinés à informer régulièrement les autorités nationales, la communauté locale des bailleurs de fonds et la Commission sur la situation, les mesures prises et l'état des ressources disponibles, ont beaucoup contribué à la sensibilisation et à l'augmentation des crédits alloués aux opérations de lutte antiacridienne sur les budgets nationaux.

Grâce aux activités de prévention, moins de 300 000 hectares ont été traités pendant les opérations de lutte antiacridienne menées dans la Région centrale au cours de la campagne 2003-2005, évitant ainsi des dégâts aux cultures et à l'environnement.

2. CONCLUSION

Les événements de la récente urgence acridienne ont clairement montré qu'il est crucial d'adopter des méthodes standard de gestion préventive dans chacune des trois régions constituant la zone d'invasion du criquet pèlerin, l'absence de systèmes de prévention dans une région donnée pouvant mettre en danger l'ensemble de l'approche.

Le progrès technologique étant un processus continu, il est tout aussi crucial de consolider ce qui a déjà été mis en place dans la Région centrale par EMPRES et de poursuivre les efforts visant à introduire de nouvelles techniques, en particulier dans les domaines de l'alerte précoce et de la détection et des agents de lutte autres que chimiques. En outre, compte tenu des moyens limités dont dispose le Secrétariat de la Commission pour assurer le suivi des normes des stratégies de prévention antiacridienne mises en œuvre dans les pays membres, il est vivement recommandé de trouver les fonds nécessaires pour le recrutement d'un fonctionnaire technique régional.

L'expérience de la Région centrale a également confirmé que le développement des capacités humaines était un investissement rentable et qu'il devait s'inscrire dans la durée pour maintenir un niveau élevé de compétences techniques au sein des Unités nationales de lutte antiacridienne, également pendant les périodes de rémission.

Pour renforcer les capacités de détection et de réponse précoces, il est indispensable que les Unités nationales de lutte antiacridienne soient autonomes des autres activités de protection des végétaux et qu'elles reçoivent de leurs gouvernements respectifs des crédits suffisants affectés à la seule lutte contre le criquet pèlerin.

La période d'accalmie actuelle devrait être mise à profit par les pays concernés, les Commissions de lutte contre le criquet pèlerin, la communauté des bailleurs de fonds et la FAO pour étendre et approfondir l'approche fondée sur les Systèmes de prévention des urgences.